

L'ÉTAT DE GUERRE EN POLOGNE

TÉMOIGNAGE

LA VIE DANS LES FAMILLES DES INTERNÉS

« Comme si les hommes étaient brusquement partis en voyage »

Anne Rabinowitch, fille de l'écrivain Vladimir Rabin, traductrice de Balzac, le roman de Joyce Carol Oates (1), se trouvait en Pologne depuis une semaine lorsque le coup militaire a eu lieu. Elle a assisté aux

évacuations de la commission nationale réunie à Gdansk, et décrit l'état d'esprit des familles après l'intermède des évasés, des parents, des mères (pas de femmes évacuées, jusqu'à présent, arrêtées).

Tout le dimanche j'avais assisté à Varsovie à des discussions passionnées où j'ai pu mesurer la diversité des opinions au sein même de la commission. Le vendredi et le samedi à Gdansk, cité historique que la tentée à visiter, j'ai suivi les séances de la commission nationale. C'était l'euphorie, on parlait de prendre le pouvoir. Cela me faisait l'effet d'un rêve. Dans la nuit de samedi à dimanche, une opération est venue m'annoncer que la milice avait lancé une gigantesque opération et qu'il allait tenter de s'enfuir par la route. Je suis donc rentrée seule à Varsovie pour prévenir un frère et un cousin. En arrivant à la gare centrale, j'ai vu deux chars passer, et c'est affolant que je me suis précipitée à leur

avertir, mais ils ne sont pas assez habitués, et mon mari est malade, il a besoin de médicaments, comment les lui faire parvenir, et surtout, le samedi ou le dimanche ? Trois jours déjà ont passé depuis le coup d'État, et il n'est pas de retour. Il est question d'envoyer les internes dans des camps de vacances, pour faire de la place dans les prisons, dit-elle. Pourtant la vie continue, il faut aller chez le dentiste, faire des démarches au Parlement, et comme la télévision ne fonctionne pas, tout est plus compliqué. Impossible de monter dans les bus surchargés. Les difficultés de ravitaillement ajoutent encore à ces journées épuisantes.

Une solitude insupportable

Comment vont vivre ces femmes, avec quel rythme ? Autant de questions angossantes. Wanda, qui a été évacuée, dit qu'elle a été surprise d'être arrêtée. Elle a préparé son sac. « Solidarité voulait changer l'avant, me dit Ewa, vingt-huit ans, professeure d'anglais, membre de Solidarité, dont le mari est arrêté par quatre militaires dimanche à 0 heure 15. Mais notre avenir à nous les femmes, quel sera-t-il ? Elle ne supporte pas de rester seule chez elle, et quand elle sort du travail, elle court chez l'un, chez l'autre, pour parler, échanger des informations, avoir, peut-être, des nouvelles. « Restons bien tout ce que tu vois, me dit-elle, il faut que tu racontes tout, nous n'avons plus aucun moyen de communiquer avec l'extérieur. »

ANNE RABINOWITCH.

EN FRANCE

L'arrêt de travail d'une heure n'a pas eu l'ampleur qu'espéraient ses organisateurs

Un « échec » selon la C.G.T., une « journée intense » selon la C.F.D.T.

Le mot d'ordre de grève interprofessionnelle d'une heure, lancé lundi 21 décembre, en faveur des militaires polonais de Solidarité, à l'appel de l'ensemble des syndicats français — hormis la C.G.T. — a été très diversement suivi. Dans la soirée, M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., estimait que ce mouvement avait déclenché une « intense activité » dans les entreprises, arrêts de travail, mais aussi discussions, pétitions et collectes.

Les arrêts de travail n'ont pas dépassé la durée d'une heure. Fides par les comités interprofessionnels C.F.D.T., P.O., F.N., C.F.T.C., C.G.C. Ces comités ont été mieux respectés dans les secteurs publics ou parapublics : P.T.T., Impôts, collectivités locales et hôpitaux, banques nationales.

La C.G.T., en revanche, dont un certain nombre de syndicats ou de sections s'étaient formés pour manifester à cette action, parlait de « participation insignifiante des travailleurs ». Quoi qu'il en soit, les manifestations de protestation ont pris des formes très variées. Elles ont été mieux suivies dans le Nord et dans les plus nombreuses en Bretagne et en Alsace que dans les autres régions.

En conclusion, la C.G.T. souhaite une « évolution positive » de la situation en Pologne, le levée de l'état de siège, le rétablissement des libertés syndicales et la reprise du dialogue pour redresser l'économie et réformer ce qui doit être dans le sens de la liberté, du progrès social, de l'indépendance et de l'unité nationale dans une Pologne socialiste.

La participation de syndicats C.G.T.

Cependant, un bon nombre d'organisations de la C.G.T. se sont associées sous diverses formes aux manifestations du 21 décembre. A côté des opposants « habituels » (Fédération des cheministes, des électriciens et marins, des personnels pénitentiaires, du syndicat des journalistes, du syndicat C.G.T. de Renault Sandouville, les communistes de Lille, Rennes, Chambéry, les syndicates C.G.T. de Thomson, Saint-Denis et Grenoble, ceux de Turboméca à Paris, de l'Opéra de Paris et du Centre Fomolot (où des hémérologes ont été suspendus sur les façades), des chantiers navals de Cherbourg, du S.N.M.T.P. de Savoie, du bassin de Lorient, du syndicat S.E.C. L.A.L. S.I.E.M. Bondy-Pont, communistes de Montesson, etc.).

Une section syndicale d'Angers signale leur participation, ainsi que celle de divers autres. Une section syndicale d'Angers signale leur participation, ainsi que celle de divers autres. Une section syndicale d'Angers signale leur participation, ainsi que celle de divers autres.

M. MAIRE : un mouvement important.

M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., soutient de M. Jacques Chirac, secrétaire confédéral, et des militants polonais du comité de coordination du syndicat Solidarité à Paris, à l'arrêt de travail, lundi 21 décembre, estimant que : « Le mouvement de protestation a été positif, a-t-il déclaré. Il a donné lieu à une intense activité dans les entreprises. Au total, a-t-il ajouté, nous pouvons dire que malgré les difficultés évidentes créées par l'absence de la C.G.T., le mouvement a été important compte tenu du faible taux de syndicalisation des entreprises travaillant dans des entreprises dépourvues de syndicats. »

M. Maire a précisé que huit cent mille tracts appelant à cette grève avaient été distribués par sa confédération dans toute l'Île-de-France.

Selon la C.G.T., au contraire, l'appel à la grève s'est soldé par un échec. Dans une déclaration remise, mardi matin, à la presse, le bureau confédéral de la centrale fait état de la participation insignifiante des travailleurs à l'arrêt de travail, ajoutant que cela constitue « un échec pour tous ceux qui considèrent que pour changer les conditions de travail, il faut des fins politiques intérieures ».

Tout en soulignant que l'émotion suscitée par les événements de Pologne est réelle parmi les travailleurs, la C.G.T. dénonce « une entreprise de censure anticommuniste et antidémocratique » consistant à déformer la C.G.T. pour remettre en cause la lutte pour la paix et la démocratie de la France vers le changement.

L'HEURE DE GRÈVE SERA PAYÉE DANS LA FONCTION PUBLIQUE

On précise, à l'Élysée, que le premier ministre a demandé les services des fonctionnaires pour l'heure de grève, le 21 décembre. Le chef de l'État a estimé que les fonctionnaires qui ont fait grève le 21 décembre, ont été payés par le cabinet de M. Mitterrand.

métallurgie parisienne, le patronat a dénombré de 5 à 10 % de grévistes, proportion légèrement supérieure à celle enregistrée lors de la dernière journée revendicative cégétiste dans ce secteur.

Certaines matières sont restées fermées au public, lundi matin, tandis que, au conseil municipal de Paris, un conseil général des Hauts-de-Seine — à majorité R.P.R. — les travaux ont été suspendus pendant une heure. Les journalistes et employés de presse se sont également mobilisés. A Paris, ils ont manifesté place de la Bourse à l'appel du C.J.T. (section de la C.F.D.T. de P.O. et de la C.F.T.C. à l'appel de ces mêmes organisations).

Moscou se préoccupe surtout de la situation alimentaire

Moscou. — La question de l'aide militaire à la Pologne a passé désormais au second plan derrière celle de l'aide alimentaire, affirme-t-on à l'agence soviétique. L'évaluation de la situation polonaise, ajoutent-ils, dépend avant tout de l'état d'approvisionnement en vivres. Selon les données du gouvernement de Varsovie, les paysans à considérer comme leur « première tâche » est d'assurer le ravitaillement du pays, et c'est apparemment « la seule condition » de nombreuses grandes villes. L'agence soviétique précise que le rôle de la population soviétique de la région de Kaliningrad est de « garantir le ravitaillement du pays ».

de notre correspondant

Ces préoccupations ne dissimulent pas les inquiétudes de Moscou, qui craint moins une rébellion armée qu'une déstabilisation interne susceptible de déboucher sur une explosion. Les Soviétiques croient possible de prévenir une telle issue en augmentant leur aide alimentaire et en demandant à leurs alliés du pacte de Varsovie d'augmenter également leur contribution. Cette aide à deux autres avantages. Sur le plan intérieur, elle permet d'écarter la menace de la population soviétique à l'égard des Polonais, pour lesquels elle est appelée à constituer des difficultés pendant ce moment où l'U.R.S.S. même se pose de difficiles problèmes de ravitaillement. Sur le plan extérieur, elle constitue un puissant moyen de pression sur le général Jaruzelski. En toile de fond demeure l'hypothèse extrême d'une intervention militaire soviétique que les porte-parole officiels du Kremlin se refusent toujours à exclure. Toutefois, en réponse faite par M. Brejnev à la chaîne de télévision américaine N.B.C.

THOMAS FERENCZ.

POLOGNE UN HIVER 81

Deux avantages. L'agence Tass affirme que Washington veut « évaluer » le climat de ces rapports non seulement avec la Pologne mais avec l'U.R.S.S. et précise : « Bien sûr, les tentatives de l'Union soviétique d'un langage de chantage et de pression sont condamnées à l'échec ». Sur la presse soviétique reproduit une déclaration de M. Gromyko, secrétaire général du P.C. américain, qui dénonce « les menaces menaçantes » propagées par Washington et conclut : « Nous sommes fermement opposés à la guerre, mais de la victoire des travailleurs polonais ».

En Pologne, l'hiver s'annonce froid. C'était la conclusion de l'appel que nous lançons à la fin du mois de novembre et au début du mois de décembre. Ça y est : L'hiver polonais est commencé. Les faits : l'état sanitaire, partout en Pologne s'aggrave chaque jour. Cela ne peut, hélas, qu'empêcher Nos moyens : 3 convois de médicaments et de matériel médical sont déjà partis. 2 médecins de notre organisation sont sur place. Il faut continuer. Il faut faire plus.

Mais, comme d'habitude, c'est à vous de décider. En nous aidant. Autant que vous pouvez. Aussi peu que vous puissiez. Pour que vivent les Polonais.

Pour des médicaments et du matériel médical aux Polonais, je verse 100 F □ 150 F □ 200 F et +.

Nom _____
Prénoms _____
Adresse _____

Par chèque bancaire à l'ordre de MSF - 161, bd LeFebvre 75015 PARIS. Par C.C.P. à l'ordre de MSF C.C.P. n° 5037971 La Source.

LE GRAND CHINOIS
5, Av. de New York 107
75208 PARIS 12
Tél. 01 47 21 12 12

LE MEILLEUR CHINOIS DE PARIS
AIR FRANCE - ATLAS
LE PRIX CAUSADE DE VERMOREL

MEDECINS SANS FRONTIERES

مساعدة

SES RE

Le dé



ET SES RÉPERCUSSIONS

Le désarroi des Polonais de Paris

L'assistance était trop nombreuse dimanche 20 décembre pour la petite galerie polonaise de la rue Saint-Honoré, à Paris. De bout dans les travées et jusque sur le parvis, émus à n'en pas pouvoir faire la signe de la croix, les Polonais de Paris écoutaient l'acteur Andrzej Seweryn lire des textes des grands poètes polonais qu'il leur parlait d'inspiration, d'échec et d'espoir et les chansons de Jacek Kascanowski. Le prêtre s'en prenait à l'Union soviétique, et déniait à ceux qui lui prêtent main forte aujourd'hui à Varsovie le droit de se dire Polonais. Des sanglots s'élevaient jusqu'à la fin du service on vint annoncer la mort de Tadeusz Mazowiecki et appeler les fidèles à se rendre à l'église pour désamortir François Mitterrand de faire quelque chose. Le président n'était pas là.

La choc n'est d'autant plus violent pour les Polonais de Paris qu'ils avaient quitté leur pays depuis moins longtemps. Tandis que certains, les yeux rouges et « la tête vide », désespérés, se cherchaient à l'église ou dans tel ou tel rassemblement, les membres de Solidarité en sort, et ceux qui en sont les plus proches, tentaient pendant ce week-end de mettre sur pied le début d'une action organisée.

A côté de la Pologne, cette communauté immigrée depuis plusieurs décennies d'années, dont les membres - même s'ils affirment avoir suivi passionnément

depuis un an et demi le mort du mouvement social en Pologne - ne sont généralement pas retournés au pays récemment, de nombreux Polonais sont arrivés en France de fraîche date : jeunes couples fuyant l'insécurité et les difficultés économiques, étudiants, artistes qui vivent entre Paris et Varsovie ; des femmes qui, munies de visas de touristes, viennent faire des ménages à Paris pendant quelques semaines « pour aider leurs enfants », et tous ceux qui n'avaient fait le voyage que pour rentrer avec, dans leurs valises, l'approvisionnement d'un vrai Noël pour leur famille.

Chaque dizaine d'entre eux étaient rassemblés samedi sur l'esplanade des Invalides, chantant, sous les fenêtres aux volets fermés de l'ambassade, un hymne frêle, tandis que « les Beaux-Arts » tapissaient les murs d'offices de Jacek Kascanowski avec les lunettes noires de Plochet. L'appel à ce rassemblement avait été mal diffusé ; il n'était pas nombreux, mais décidément d'organiser chaque jour à 18 heures une manifestation similaire devant l'ambassade. « Nous avons pris cette initiative spontanément, lors des manifestations du début de l'année, explique une étudiante, pour rassembler tous les Polonais de Paris et les sympathisants français en dehors des règlements de comptes entre partis et organisations fran-

çaises. » Mais que faire ? « Il faut faire en sorte que la France ouvre enfin les yeux sur ce qu'est le communisme », déclare un monsieur très vieille aristocratie ; « Il faut que soit créé un gouvernement polonois en exil », affirme un autre, lui aussi immigré de longue date et qui estime pour sa part que « Solidarité est allé trop loin, trop vite, et que ce rassemblement même à une provocation. »

En dépit de la volonté de rassemblement, la foule sembla énorme entre générations, surtout entre les immigrés et ceux qui n'étaient là que provisoirement. Plus on a eu avec la Pologne un contact récent, plus l'effet de surprise paraît avoir été violent, plus réaliste et pessimiste en revanche est l'analyse qu'on fait de la situation, et plus vive est la détermination d'agir efficacement.

Un début de coordination internationale

Fort de cette détermination, les artistes polonais en France, réunis à plusieurs semaines dimanche après-midi, décidèrent de se constituer en association pour travailler en collaboration avec le Comité de coordination Solidarnosc en France. L'un des membres de ce comité, M. Piotr Jaglinski, était venu rendre compte de la réunion, vendredi et samedi à Zurich de vingt-neuf

syndicalistes polonais, restés à l'Ouest après l'instauration de la loi mariale, et qui ont tenté de coordonner les activités des différents groupes d'action aux Etats-Unis, au Canada, en Suède, en France, aux Pays-Bas, en République fédérale, en Belgique et en Italie. Le groupe qui, de Zurich, a lancé un appel au bureau international du travail et à la commission des droits de l'homme des Nations unies, a souligné l'importance de la collecte et la diffusion des informations (sur les personnes arrêtées en particulier) et vers la mobilisation des opinions publiques occidentales pour que s'exerce une pression sur les autorités polonaises.

Des listes de personnes arrêtées seront mises à jour à partir des informations qui peuvent parvenir de Pologne ; des actions sont en cours avec la Croix-Rouge et Amnesty International pour tenter de faire parvenir des vêtements et des vivres aux prisonniers. Quant à l'aide alimentaire à la population, les syndicats ont convenus de l'encourager tout en exigeant qu'elle soit distribuée par l'Eglise à son arrivée en Pologne.

Un bulletin d'information sera édité en langue polonaise. Une nouvelle réunion des membres de Solidarité en exil est prévue pour le début de l'année prochaine à Francfort-sur-le-Main.

CLAIRE TRÉAN.

UN APPEL D'ÉCRIVAINS ET DE SCIENTIFIQUES DE GAUCHE

Plusieurs écrivains et scientifiques ont signé le texte suivant : « La liberté de tous se joue aujourd'hui en Pologne. La solidarité entre les forces de progrès regroupées dans Solidarité, avec le mouvement ouvrier polonois, avec les écrivains, les étudiants, les intellectuels qui le soutiennent dans sa lutte pour une société pluraliste et dont nous demandons la libération, c'est la position que nous jugeons indispensable et urgente. Tout ce qui peut affirmer la souveraineté du peuple polonois, face aux menaces extérieures qui pèsent sur lui, et à la mise sous séquestre militaire de sa vie politique, est notre cause. »

« Il importe de donner tout son poids, en ce moment, à l'affirmation qui vient d'être faite devant les instances internationales. Nous nous recommandons dans la parole qui déclare en notre nom avec une grande évidence : « Il est nécessaire que le peuple polonois trouve dans la position de la France un motif supplémentaire de croire en sa capacité de surmonter les périls qui l'assaillent. »

« Ce qui compte à nos yeux, ce n'est plus de voir s'ouvrir des querelles de politique intérieure française, mais la défense de la démocratie syndicale en Pologne, et la sauvegarde des chances de renouveau dans le socialisme qui s'y jouent. »

« Nous aimerions dire, avec la tradition des révolutionnaires russes se référant aux révolutions de Pologne : « Leur liberté est la nôtre. »

Premiers signataires : Jean-Pierre Faye, Gilles Deleuze, André Lwoff, Laurent Schwart, Alexandre Mikolajewski, François Gros, Alfred Kastler, Félix Guattari, Vladimir Jankélévitch, Anne Wiazemsky, Raymond Jona, Bernard Pégibet, Clara Malraux, Eugène Guillevin, Alfred Keri, Geneviève Clancy, Nadia Naderpour (poète italienne), Gaston Miron (poète québécois), Tibor Papp (poète hongrois), Aléide de Carmona (poète portugais), Miron Rost, Simone Biazard, Armand Rapoport, Gérard Cléry, Henri Deluy, Dominique Grandmont, Jean Croci, André Mathieu, Maurice Cury, Alexandre Borissavitch, Roseline Leonard, Marie Odile Faye, Guy de Bouchère, Elise Popovitch (poète grec), Madeleine Schéou, Pierre Viala-Niquet, Léon Schwartzberg et l'Union des écrivains de France tout entière, avec l'Union des écrivains québécois.

Les signatures peuvent être adressées à Guy de Bouchère, 11, rue Guy-de-la-Brosse, Paris-5^e.

(1) M. Mitterrand, le 16 décembre.

DES ENFANTS AU CHAMP-DE-MARS

Une manifestation de lycéens et d'élèves en faveur de la Pologne s'en lien, dimanche 20 décembre après-midi au Champ-de-Mars, à Paris. Deux cents personnes ont défilé, parmi lesquelles, cependant, beaucoup d'adultes. Elles ont tourné silencieusement pendant une heure autour du Champ-de-Mars. Plusieurs portaient des drapeaux polonais.

En tête, une banderole tenue par trois jeunes gens proclamait : « Liberté pour la Pologne », tandis que deux autres étaient tenus par des lycéens, affranchissant : « Solidarité, la Pologne lutte ». Sur une banderole figuraient deux colombes. Les quelques lycéens présents étaient peu dispersés, se contentant de rappeler que leur geste était « individuel et totalement apolitique ».

Cette manifestation avait été organisée à l'initiative d'un comédien de vingt et un ans, M. René Refsgaard, à la suite de discussions qui avaient eu lieu sur la Pologne au cours d'un spectacle d'animation monté par M. Refsgaard et l'Ecole technique expérimentale du spectacle au collège Maison-Blanche de Charent (Haut-de-Seine).

LE MONDE diplomatique

numéro de décembre
LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE ET LE PLAN DE RÈGLEMENT SAOUDIE (Samir Kassir)

La révolution cubaine principale cible de Washington en Amérique centrale (Bernard Cassin)

Le numéro : 9 F.
5, rue des Italiens, 75421 Paris Cedex 09 (En vente partout)
Publication mensuelle du Monde

Nocturnes de Caron : le parfum des nuits de Fêtes.

En or chez Ufor et au prix Ufor.

PRIX UFOR 1 600 F

PRIX UFOR 14070 F

PRIX UFOR 6 400 F

PRIX UFOR 7 300 F

PRIX UFOR 830 F

PRIX UFOR 600 F

PRIX UFOR 4120 F

PRIX UFOR 6 830 F

PRIX UFOR 635 F

PRIX UFOR 390 F

UFOR. NOUS FAISONS BAISSER L'OR.

Forum des Halles - Niveau 2
Opéra - 8, rue Halévy - Paris 9^e
7, av. Victor-Hugo - Paris 16^e
Tél. 742.66.54

AFGHAN

**M. MAFFRE-BAUGÉ
SE DÉSOLIDARISE DU P.C.**

M. Emmanuel Maffre-Baugé, qui a été élu à l'Assemblée des communautés européennes sur la liste présentée par le P.C.F., a déclaré : « Devant un tel forfait contre la liberté d'un peuple et contre des millions d'ouvriers, la conscience se récrie. On ne peut accepter ce l'est ce qu'on a rejeté au Chili, au Salvador, en Argentine. La répression aveugle, où qu'elle se situe, doit être dénoncée avec la plus grande fermeté. Jaruzelski ou Pinochet sont à égalité dans l'horreur. (...) »

(Suite de la première page.)

caises, pour le marché polonais, qui est loin d'être négligeable pour un certain nombre d'industries françaises. D'autres banques de la place de Paris ont été à moins de courir, pour reprendre l'expression d'un des banquiers intéressés.

Quoi qu'il en soit, le montant des échéances de 1983 est tel que, au 1^{er} mars, la Pologne devait déclarer officiellement en défaut, ce qui serait un des plus grands krachs de l'histoire du vingtième siècle, au sein d'un autre des Etats pour les dettes qu'ils garantissent et les banques privées pour le montant des créances non garanties, quelles détiennent sur la Pologne.

On attend de nouvelles négociations avec le pouvoir installé à Varsovie.

Et, pour tout dire, impossible à faire.

Dernière la Pologne se profile une nouvelle affaire qui empêche de conclure un certain nombre de banquiers occidentaux. Il s'agit de la détermination de la situation financière de la Roumanie. Or, elle auel, pratiquement cessé de rembourser ses emprunts depuis le mois d'août; dernier. Les arrivés de paiement, qui devraient être d'environ 1 milliard de dollars. Le total de l'endettement de Bucarest est évalué entre 2 et 2,5 milliards de dollars. Or, le plus grande partie est à terme relativement rapproché.

C'est au vu de cette situation que le Fonds monétaire, auquel la Roumanie adhère, a refusé aux dirigeants de la Roumanie d'avoir

**Un responsable américain
un programme de s**

De nos

acès à deuxième tranche d'un crédit dont ils ont déjà tiré la première tranche (pour un montant de 350 millions de dollars). C'est seulement au mois de novembre que les Roumains ont admis leurs difficultés. Ils ont fait savoir qu'ils seraient prêts à examiner des dispositions préliminaires avec leurs créanciers au mois de janvier. Une première tâche consisterait à faire l'inventaire exact des dettes contractées et de leur échéancier. Ce travail préliminaire n'est même pas encore terminé et ce qui concernerait la politique, avec les négociations et les traités, jusqu'au 13 décembre en tout cas, infiniment plus faciles.

PAUL FABRA

PAUL FABRA

De notre correspondant

Peu de précisions ont été données par M. Eagleburger sur l'enceinte des mesures suggérées l'encontre de l'U.R.S.S. : la question des pressions psychologiques et de réduction du commerce a été abordée. Plus gênant pour les Italiens est l'absence de mesures concernant le projet gazoduc soviéto-européen, auquel Washington est hostile. Italiens et Américains sont cependant conscients de coordonner étroitement leurs actions face à la crise du

Le pape Jean-Paul II a re-
hundi 21 décembre, tard dans
nuit, un envoyé du primat
Pologne, Mgr Bronisław Dab-
ski, attendu à Rome depuis un
semaine. A Varsovie, Mgr Pog-
envoyé du pape, a rencontré
même jour Mgr Glemp, primat

Pologne
Le message dominical du pape qui faisait référence pour la première fois à des morts et à blessés en Pologne a été reçu

mis dimanche soir par Radio Varsovie mais a été coupé passage où le souverain pontif affirmait : « Je continue à recommander à tous la prière et la solidarité envers un peuple qui le droit de vivre sa propre dans la paix et le respect des droits de l'homme. »

PHILIPPE PONIS

PHILIPPE PONS

« On voulait rester dans la course »

Que se passerait-il au cas de l'accord ne serait finalement signé? Matériellement rien puisque les paiements effectués depuis neuf mois. Mais, l'absence d'accord aurait sans doute sur la situation comptable des banques intéressées d'importantes conséquences. En l'absence d'un règlement de consolidation, les banques prêteuses seraient en principe obligées de provisionner les créances non honorées, voire de les annuler purement et simplement. Pour un certain nombre

d'entre elles, engagées à fond
l'affaire polonaise, les provis
en question dépasseraient le m
tant des bénéfices déclarés
l'exercice en cours et sans d
aussi pour les suivants. Autren

dit, l'aveu officiel des pertes subies du fait de la Pologne se traduit par un ou plusieurs exercices budgétaires déficitaires. La Commission a un des plus grands éta-

ssements financiers allemands puis déjà deux ans a commencé verser des dividendes à ses actionnaires. Les banques allemandes ont en effet été les premières à

ne sont pas les seules à être
la sellette. Un certain nombre
banques françaises, encouragées
par les pouvoirs publics, ont
consenti aux Polonais des
dans des conditions que n'ont
certaines banques d'outre-
avaient refusées. Il s'agissait
elles d'accompagner l'effort
d'exportation des firmes

Rome. — Des sanctions économiques et commerciales et des pressions psychologiques à l'égard de la Pologne, de la Roumanie et de l'Union soviétique sont proposées aux gouvernements européens par le secrétaire d'Etat adjoint américain, M. Lawrence Eagleburger, le 11 décembre, en voyage qui le conduira à Londres, Bonn et Paris. C'est à Bruxelles, le 23 décembre, qu'il formulera ses propositions, en concertation avec les représentants permanents de l'OTAN.

M. Eagleburger aurait proposé des mesures immédiates à l'égard de l'Italie: suspension des aides financières, suspensions strictes mises à la livraison des aides alimentaires — qui ne devraient être fournies au gouvernement polonois que sous la forme d'un prêt polonois par le biais d'organismes privés.

L'adjoint du secrétaire d'Etat américain a d'autre part proposé de prendre aussi des mesures contre l'Union soviétique. Rejetant la thèse de Moscou selon laquelle il s'agit d'une affaire intérieure polonaise, M. Eagleburger a fait valoir que, la Pologne étant signataire des accords d'Helsinki, la répression menée par les autorités militaires

dominical du pe
érence pour la p
des morts et à
ogne, a été retra
soir par Rad
is a été coupé
e souverain pou
e confiante à rec
ous la prière et
ers un peuple qu
ovre sa propre
et le respect
omme. »

PHILIPPE PONS

27474 : 15-11-1951

Ce qui compte à nos yeux, ce n'est pas de voir s'ouvrir des querelles de politique intérieure française, mais la défense de la démocratie syndicale en Pologne et la sauvegarde des chances de renouvellement du socialisme qui s'y jouent.

17 DÉCEMBRE 1981.

François Jacob, Alfred Kastler, André Lwoff, François Gros, Alexandre Minkowski, Laurent Schwartz, Léon Schwartzberg, Gilles Deleuze, Jean-Pierre Faye, Félix Guattari, Eugène Guillevic, Vladimir Jankélévitch, Raymond Jean, Alfred Kern, Jean Lacouture, Emmanuel Le Roy Ladurie, Clara Malraux, Gaston Miron, Nader Naderpour, poète iranien; Tibor Papp, poète hongrois; Bernard Pingaud, Madeleine Rébérioux, Pierre Vidal-Naquet, Jean Daniel, Antoine Vitez et l'Union des écrivains de France avec l'Union des écrivains québécois.

Les signatures peuvent être adressées à Jean-Pierre FAYE : 1 bis, rue Yaneau - 75007 PARIS

هكذا آمن النصارى

AFGHANISTAN : L'IMPOSSIBLE NORMALISATION

II. - La carotte et le bâton

par JEAN-CHRISTOPHE VICTOR

Après une enquête auprès des hauts fonctionnaires afghans et d'experts étrangers qui ont quinqué Abdul, Jean-Christophe Victor fait le point de la situation en Afghanistan, et offre le premier article, il a montré les difficultés rencontrées par le régime de M. Karmal installé au pouvoir par l'intervention armée soviétique, fin 1979, et comment les luttes de factions entre les deux tendances du parti démocratique et populaire (P.C.) dirigées s'étaient soldées par la victoire de celle du chef de l'Etat (le Monde du 22 décembre). Cela a été accompagné de purges et d'une reprise en main de la population.

Des 1980, plusieurs mesures sont prises par le gouvernement de la R. Karmali en vue de stimuler le commerce extérieur et surtout le commerce de gros et de petits investisseurs : facilité d'octroi de licences pour les firmes privées ; augmentation des prix d'achat des produits agricoles ; baisse de l'IET ; abaissement des tarifs douaniers ; octroi d'une autorisation de rétablir des liens commerciaux directs avec l'étranger ; retour au secteur privé d'une partie des entreprises d'importation, auparavant contrôlées par l'Etat. La « chambre de commerce » américaine a récemment annoncé, pour le premier semestre de 1980, une augmentation de 10 % du montant global des importations américaines en Afghanistan. Au 1^{er} trimestre de 1979, qui était de 55 millions de dollars. Les principaux fournisseurs américains de l'Afghanistan sont : les Etats-Unis, le Japon, la R.F.A., l'Inde. Au début de 1980, l'U.R.S.S. et l'Afghanistan ont signé un accord de coopération qui a permis au premier d'être autorisé à construire une usine de gaz naturel asphiso vers l'U.R.S.S. (2,3 milliards de mètres

L'U.R.S.S., dans le cadre de ses accords de coopération avec l'Afghanistan, semble faire un effort significatif en faveur d'une mécanisation de l'agriculture, en particulier par la fourniture de tracteurs. Ceux-ci sont surtout employés dans les plaines du Nord, où la platitude du relief autorise l'organisation de coopératives agricoles et rend en même temps plus hasardeuse l'efficacité des actions de guérilla. Des entrepri-
ses mixtes soviéto-afghanes exportent vers l'U.R.S.S. les agrumes, les peaux de karakoul, les raisins,

La campagne d'alphabétisation

L'effort de construction a été soutenu à Kaboul, mais il est loin de satisfaire la demande : la population de la capitale est, à la suite des bombardements, dans un état d'écoulement, de 700 000 habitants, en 1978, à 1 200 000, en 1981. Selon les propres sources du ministère de l'agriculture, seules 10 % des coopératives agricoles, sur les 1 300 établies en 1978-1979, fonctionneraient normalement. La campagne d'alphabétisation est au point mort, alors qu'elle avait, la première année, en 1978, touché un million d'adultes. Seules quelques centaines de classes fonctionnent, surtout dans le centre. En province, les cours sont pour l'essentiel dispensés dans les casernes et dans les offices gouvernementaux : ils y sont obligatoires.

La difficulté des communications terrestres et téléphoniques, l'insécurité des routes, l'absence quasi complète de relais administratifs dans les campagnes, obligent l'administration de la capitale à faire pratiquement l'impasse sur l'approvisionnement alimentaire des zones rurales. Les travaux agricoles ont en partie cessé dans plusieurs régions, en raison de l'exode massif des paysans vers le Pakistan voisin. La pénurie de blé, d'huile, de riz, de sucre et même de viande, qui résulte à la fois de cet exode et des bombardements, n'est pas atténuée par les ravitaillements arrivant dans les bourgs. Les populations civiles évitent en effet de quitter leur territoire et répugnent à se rendre sur les marchés.

L'aide internationale, naguère extrêmement importante en Afghanistan, soit sous forme d'« aide liée » soit sous forme de crédits à long terme et faibles taux d'intérêt, s'est trouvée considérablement réduite depuis que l'opposition au régime issu du coup d'Etat d'avril 1978 s'est généralisée dans le pays.

Les membres des missions étrangères internationales - PNUD, B.I.T., UNESCO - ou bilatérales - France, Inde, Canada - ont été peu à peu envoyés vers d'autres pays ou sont rentrés dans le leur. Le vidant qu'ils ont laissé est de manière quasi systématique rempli par des experts des pays socialistes. Même si la compétence du candidat ne répond pas à la description du poste, le critère de sélection demeure l'appartenance à l'Union soviétique.

La Banque islamique pour le développement a interrompu toute étude et tout financement en Afghanistan, dès que celui-ci a été exclu

de la Conférence islamique, en février 1980. La Banque asiatique de développement en a fait de même.

Plusieurs projets et de nombreux programmes ont donc été misés dans le cadre du Canada 4-1-1 financés par le fait que le Canada a délégué, sur la route qui mène à Djibouti, à l'est de Kaboul, une zone d'opération militaire internationale ultramodernisée, augmentée d'un système de défense sophistiqué et insatiable. La période de formation des techniciens alphas a coïncidé avec l'arrivée au pouvoir de M. Karmal, le premier président du nouveau régime. Les petits métiers agro-industriels construits par le Canada aujourd'hui à moitié de leur capacité, les matières premières arrivent irrégulièrement : les Alphas chargés de leur passer sont pour un tiers à leur poste, pour un tiers ils sont en leur pays en prison. Le ministre afghan de l'industrie a pu sauver quelques matériaux d'équipement et d'outillage livrés par la R.F.A. : les experts allemands ne peussent pas se remémorer par des techniciens qui se familiarisent lentement avec le matériel. L'équipement est *made in West Germany*.

La fuite des cadres

[illegible]

Les difficultés à apaiser les querelles théâtrales à l'intérieur du mouvement ont conduit le comité exécutif à réduire la résistance passive et à généraliser une intervention à l'Etat afghan, et à choisir une stratégie du long terme. Dans ce but, elles ont organisé, couvert les portes de nombreuses universités, effectué des recherches auprès des étudiants afghans, leur accordant des bourses de voyage, encouragé les étudiants à poursuivre des stages intensifs de perfectionnement. Près de deux mille bourses ont été offertes en 1981. Des cours d'été ont été organisés à Kaboul, des camps de réfugiés ont été créés, des centres ont été ouverts à Khabul. La faculté des ingénieurs de Kaboul, certains des professeurs, ont été envoyés en Afghanistan. Cette constatation, devait former la définition d'un nouveau rôle pour les élites inscrites en 1978 et encouragé leur cycle d'études. Le rôle des élites a été défini comme étant technique, ou littéraire, ou scientifique, ou lyrique, ou les professeurs, de puis une quinzaine d'années, sont des Soviétiques. Ainsi, les jeunes Afghans ont été encouragés à poursuivre leur genre pour la stabilité du nouveau régime. Leur transformation est devenue une condition pour la stabilité et l'union et de l'urbanisation de leur pays d'origine, bon gré mal gré, un aspect de la stratégie soviétique au Afgha-

Une police omniprésente

Aux fonctionnaires titulaires et postaux moyens - moins endurés - et à ceux qui ont perdu le crédit du régime mais obligés, de par leurs responsabilités familiales, à composer - divers - faveurs sont accordés : chaux/fuorure, indemnités diverses, priorités d'achat, etc. Les fonctionnaires de la rendre en U.R.S.S. ou dans les pays socialistes, promotion rapide. Le processus est classique. Des stocks de vêtements importés d'U.R.S.S. sont distribués aux ouvriers, ceux qui ont fait fortune dans le commerce sont vendus à très prix dans le circuit commercial, au Komsomol (vente de vieilleries). Les services de police du gouvernement semblent fermer les yeux sur le marché noir des vêtements et des biens de consommation américains et la population. Ce n'est qu'à, dans certains quartiers de la capitale, près des proportions considérables et permet à beaucoup d'U.R.S.S. gagnent d'accroître leurs maigres res-

Cette bonhomie de la police doit sans faire illusion : devant l'ampleur grandissante de l'opposition au régime et les capacités d'organisation de la résistance urbaine, son rôle s'est accru. A la répression br

talé et aveugle des émeutes du 22 février 1980, et aux manifestations des étudiants et des lycéens d'avril 1980, ont succédé des opérations systématiques de prévention et d'intimidation.

La plus grande et la plus célèbre prison d'Afghanistan, ce n'est pas celle de «Charik», c'est Kaboul. Le propre de Kaboul est d'être le centre d'un hôpital de la capitale : résume le haut degré de surveillance et de contrôle dont sont l'objet ses habitants. On y peut tout et rien faire autrement ? Siège du pouvoir, du commandement et des administrations, elle est aussi celle où travaillent et vivent, à l'instar de la capitale de la République, la majorité des services militaires, la majorité des services techniques. Kaboul revêt une importance particulière, du fait qu'elle est désormais la seule ville du pays où résident les représentants officiels de quelque centaines de ministères, que les experts et diplomates étrangers. Géographiquement concentrée vers le centre, au point d'intersection des plus importantes routes nationales, la plus grande base soviétique du pays : les émissaires de l'armée de l'air sont à l'aéroport, ceux de l'infanterie à la caserne, ceux de la marine de Mouslan, un peu plus loin vers le désert, le centre de télécom-

munications ; ailleurs, dans la ville, ont été installés le génie, les transports et les divisions blindées. Un réseau de radars a été disposé sur les collines qui ceignent la ville. Quatre grandes camps, aux quatre points cardinaux, contrôlent entrées et sorties des véhicules civils. Enfin, sur chacun des axes routiers qui mènent à la capitale, tous les 10 kilomètres environ, sont enterrés des chars dont les tourelles dépassent de champs désormais en jachère.

Même en période de calme, des unités blindées de l'armée afghane sont en permanence stationnées aux carrefours. Elles sont renforcées par des blindés soviétiques dans les secteurs stratégiques : palais, radiotélévision, ministère de l'intérieur, sites à grains. En prévision de grèves ou de manifestations, à l'occasion des anniversaires — 27 décembre : « arrivée » de M. Karmal ; 22 février : premières émeutes populaires de grande ampleur dans la ville — 28 avril : manifestations spontanées des lycéens et lycéennes, — le dispositif militaire est renforcé : tous les ponts, les grandes avenues, les places, sont investis par les chars afghans et soviétiques, rendant une

des patrouilles blindées circulent sans arrêt à travers la ville. Ce dispositif d'alerte a été mis en place cette année du 15 au 22 février, pour prévenir toute tentative de manifestations populaires. Depuis un an, à la suite des opérations militaires du Shammal et du Fandjend, dans le Nord, des milliers de familles habitant ces régions ont immigré à Kouba. Le gouvernement a mis en place, depuis lors, un système de contrôle extrêmement serré, effectué pour l'essentiel par des engagés élèves de l'académie militaire et par des policiers. Partout dans la ville, des groupes de deux ou trois militaires ou policiers armés circulent, arrêtent les passants, les jeunes de préférence, leur demandent leur ras-

La ville est quadrillée en secteurs. Dans chacun d'eux, le parti a loué une maison (*hona-herbi*) où a été établi un siège de la milice. Les membres du parti et les jeunes pionniers, âgés parfois de douze ans, armés jusqu'aux dents et visiblement fiers de l'être, sont étagés à tour de rôle d'assurer la permanence jour et nuit. Leur activité est surtout intense pendant le couvre-feu qui dure de 20 heures à 5 heures ; il a été modifié mais jamais levé depuis trois ans ; ils circulent dans les rues par groupes, arrêtant toute personne et tout chauffeur de véhicule, leur demandant le mot de passe de la nuit. Quelques blindés font la liai-

car les rafales sont fréquentes la nuit : elles signalent parfois un règlement de comptes, entre kalqi et parshami.

Les rumeurs selon lesquelles Kaboul serait un nid de résistants armés ont amené le gouvernement à entreprendre des fouilles à domicile. Elles sont devenues plus systématiques ces derniers mois ; elles permettent également de défricher les jeunes qui refusent la conscription.

A ces actions relativement ouvertes s'ajoutent celles, plus occultes animées par le Khas, la police secrète. Les indicateurs, grossièrement payés, se recrutent dans tous les milieux : chauffeurs de taxi, commerçants du bazar, personnel de service des bureaux, etc.

La marge de manœuvre est dès lors étroite pour les hommes et les femmes qui, dans la capitale, sont entrés dans la résistance. Mais elle est largement utilisée, et avec succès.

Prochain article :

SUR L'AUTEL DE LA STRATÉGIE

(1) Le gaz afghan serait acheté par Moscou 84,9 dollars pour 1000 mètres cubes et le gaz iranien au prix de 129 dollars (*Arriv'Week*, 16 mai 1980).

Christian Dior

PARFUMS



Miss

Le défi troublant

du chypre et

de l'ambre gris.

AFRIQUE

De notre correspondant

Thailande

De notre correspondant

Tous les vendredis
Fonctions
Commerciales
La rubrique d'offres
d'emploi pour les
nouveaux vendeurs

Tous les vendredis
« Fonctions
Commerciales »
La rubrique d'offres
d'emploi pour les
nouveaux vendeurs.

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Les dirigeants du totes. Autre exemple: av

La diversité de la région exige souplesse et pragmatisme. Pour obtenir l'adhésion la plus large au traité, il a fallu consentir à l'avance l'adaptation de certaines clauses aux cas particuliers. Par exemple, Djibouti et les Comores, vôtés pour l'essentiel en commerce de réexportation, bénéfi-

Angola

nemental), s'apprête à faire voter au parlement une réforme du système électoral en prévision des élections législatives de novembre prochain. L'opposition fait valoir que ce projet de loi est largement favorable au P.D.S. Le P.M.D.B. dispose d'environ cent quatorze députés, et le P.P. de soixante-quatre, sur les quatre cent vingt que compte le parlement. — (Reuter.)

Gambi

CONDAMNATIONS À MORT.
Sept des auteurs du coup d'état, manqué du 30 juillet ou du 31 août, ont été condamnés à mort, à-t-on officiellement appris lundi 21 décembre à Banjul. Le tribunal spécial qui jugeait les coupables de la rébellion a reconnu les accusés coupables de *chaute traîtrise*. Dans son verdict, le tribunal a déclaré que M. K. Capha et Gamara, Mousa Camara, Moussa Talibo Sanneh, membres du "Comité de la révolution", ont tenté de prendre le pouvoir et de renverser le président gambien, M. Dawda Jawara. On s'est rendu compte que le coup d'état a été préparé par une organisation participée à l'élaboration du coup d'état et à sa tentative de réalisation. Le tribunal a condamné à mort les accusés Banda, Alfou Salla, Mammadou Sonko et Massé Cor, même s'ils n'avaient pas fait partie du "Comité de la révolution". A présent, dix-neuf

Keny

● **ERRATUM** — Notre correspondant en Afrique orientale nous signale que, dans l'article consacré à la visite de M. Cot au Kenya (le Monde du 17 décembre), une erreur de transmission nous a fait écrire que « la France et le Kenya concluraient au début de l'an prochain trois protocoles d'accord financiers ». Il fallait lire « leur troisième protocole d'accord ».

Roumanie

● L'EXPORTATION DE ROUMANIE PAR LES TOURISTES ETRANGERS de toute quantité de viande, sucre, huile de cuisson, riz et autres denrées alimentaires de base sera interdite à compter du 1^{er} janvier 1983, a-t-on appris lundi 21 décembre à Bucarest. — (IPI)

A la suite des déclarations du avait été l'est. contrôlé en par

Marek

De notre correspondant




Dans son préambule, le nouveau ministre des finances annonce que le budget 1981 sera une *appropration du déficit* ne peut être évitée. L'augmentation des recettes prévues est, en effet, inférieure de 100 milliards de francs aux dépenses. Les charges, totales de l'Etat, se monteront à 46 765 millions de francs, et les ressources à 45 765 millions de francs. Le déficit de 985 millions de D.F. Le déficit des comptes courants pour 1981 atteindra 10 120 millions de francs.

[illegible]

République fédérale
 de l'Allemagne
 l'affaire de l'industrie
 les partis représentés

Danemark
 M. JENSEN
 M. JENSEN
 M. JENSEN

ADDITIONNEZ:
 FRAICHEUR
 + SAVEUR
 QUALITE

...YOU'VE

هنا من المصلح

**Les 12 magasins du CLUB PARADIS DE LA TABLE
seront ouverts rue de Paradis
le samedi 26 décembre
sans interruption**

هـ: امن الجمل

LE COMES ET LE DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES NOUVELLES

Un effort pour la biomasse

PEU d'organismes publics peuvent se vanter d'avoir, pour un budget en croissance de plus de 50 %, et ce, alors même que la recherche scientifique bénéficie d'une manne large des faveurs de l'Etat. Le Commissariat à l'énergie solaire (COMES) est de ce nombre. Sa dotation budgétaire passe en effet de 192,3 millions de francs en 1981 à 300 millions de francs (1) en 1982, soit une progression de 50,9 %.

Croissance forte donc pour cet organisme dont les crédits prioritaires ont été déjà consentis par le précédent gouvernement et ont un effet d'entraînement tel que le volume financier des activités de recherche et de développement est effectivement reliées par la section dans le domaine de l'énergie solaire est de trois à quatre fois supérieur au budget du COMES. Cette croissance, le commissariat la justifie d'abord par sa relative jeunesse, arguant du fait que les crédits récents ne lui « ont pas encore permis de mobiliser toutes les ressources du « rattrapage » dans les domaines dont il a la responsabilité. Il le justifie aussi par l'élargissement de son domaine de compétence, — prise en compte des activités biomasse (2) par l'élargissement de son domaine d'action — prise en compte d'opérations de diffusion, de matériels de maintenance significative — et par son rôle mobilisateur auprès d'équipes de recherches ou de développement industriel.

Pour ces multiples raisons, le projet de budget dont le conseil d'administration du COMES vient

d'être saisi a traduit d'abord un resquillage des masses budgétaires affectées aux différents secteurs d'activités dont il a la charge. C'est ainsi que la biomasse voit ses crédits passer de 22 à 80 millions de francs, soit une augmentation de 80 %. En regard aux objectifs affichés par les pouvoirs publics, une telle croissance n'est pas surprenante ; elle conditionne l'écoulement de certains travaux de recherche et l'engagement de nouvelles études (biomécanique solaire par exemple), notamment en ce qui concerne l'un des points-clés de la biomasse : le filière biocarburants.

Le topinambour, la paille et le bois

C'est à ce prix que les pouvoirs publics espèrent, en 1982, parvenir à remplacer dans des proportions notables (10 %) une partie du carburant contenu dans les réservoirs d'essence des automobiles par un mélange de méthanol et d'acétone-butanol.

Ces orientations supposent que le COMES investisse, en 1982, environ 45 millions de francs (3) tant pour la réalisation d'unités pilotes de production de biocarburants que pour l'engagement et le soutien de programmes de recherches situés plus en amont. Aussi prévoit-on de construire une unité expérimentale de production d'acétone-butanol à partir de topinambour (70 millions de francs sur cinq ans), d'une

seconde travaillant à partir de la paille (40 à 50 millions de francs sur cinq ans) et d'un troisième de dix tonnes/heure destiné à la production de méthanol à partir du bois. Ce dernier apparaît nécessaire à un investissement sur cinq ans d'environ 40 à 50 millions de francs. Secteur privilégié du COMES, la biomasse fait donc part égale avec le solaire direct dont les crédits passent de 72 millions de francs en 1981 à 81 millions de francs en 1982. Compte tenu de l'inflation, cela représente une stagnation réelle d'une certaine récession de cette branche d'activité. A l'analyse, ces chiffres montrent que le COMES réduit notablement son effort dans le domaine de l'énergie solaire à moyenne et haute température, maintient en francs courants ses crédits dans celui de l'énergie à basse température (chauffage solaire, architecture climatique, serres, séchage solaire), intensifie son effort (5 millions de francs contre 1 million de francs en 1981) en faveur de l'énergie éolienne qui, cette année, devrait bénéficier de la mise en place (le 14 Mars du 30 septembre) d'un centre national d'essais et soutient vigoureusement (+ 25 %) la filière photovoltaïque.

Un nouveau plan photovoltaïque

Ce dernier domaine devrait recevoir environ 28 millions de francs (23 millions en 1981) dont l'essentiel doit permettre la mise en œuvre de la seconde phase du plan photovoltaïque lancé en 1980. Cette nouvelle étape, que l'on peut qualifier de phase d'industrialisation, devrait après une large consultation lancée au premier trimestre prochain de nombreux industriels — seuls Photovolt, Rhin-Poulenc et PUK avaient participé au premier plan — aboutir à la conclusion vers la fin-1982 de contrats par lesquels les industriels retenus engageraient sur un volume d'activité et des prix de produits à atteindre.

Le but recherché est de contrôler technologiquement d'ici 1984-1985 l'ensemble de la filière photovoltaïque au silicium pour couvrir

cette dernière période 10 % du marché mondial. Les travaux menés par PUK et Rhin-Poulenc pour produire du silicium de qualité photovoltaïque — donc meilleur marché — pour la fabrication des photovoltaïques sont un premier effort dans ce sens.

Au-delà des budgets strictement réservés aux secteurs d'activités biomasse et solaire direct, le COMES se propose d'augmenter de façon significative — 16 millions de francs contre 11 millions de francs en 1981 — les crédits affectés à ses actions de coopération nationale qui seront partagées pour moitié entre la recherche et le soutien de projets, mais surtout de porter son effort sur les opérations de suivi et d'orientation de la ligne budgétaire confiée au COMES une progression extrêmement rapide : 70 millions de francs contre 31 millions de francs en 1981.

A cela, plusieurs raisons. Tout d'abord le désir du COMES de soutenir, notamment au travers de contrats sectoriels (H.A.M., équipements publics des collectivités locales, etc.), la diffusion de certains matériels de filières arrivées à maturité — comme les chauffe-eau solaires.

Ensuite, le souci d'aider à la pénétration de certains matériels — les digesteurs permettant à des exploitants ruraux de fabriquer du gaz (méthane) à partir de déchets animaux et végétaux. Une trentaine d'opérations en ville grande devraient débiter avec l'aide d'une vingtaine d'industriels de manière à pouvoir lancer dès la fin de 1982 une action de « diffusion-amorçage » portant sur une centaine de digesteurs dont l'achat serait en partie financé par le COMES.

Enfin, la volonté du COMES d'accompagner les efforts des régions, tant en métropole que dans les départements et territoires d'outre-mer grâce à l'injection de 27 millions de francs au lieu de 18 millions de francs en 1981. Il s'agit là, dit-on au COMES, d'une assurance minimale, compte tenu de l'implantation prochaine de dizaines de régions du COMES en Bourgogne, Bretagne, Midi-Pyrénées, Nord-Pas-de-Calais, pays de la Loire, Provence-Côte d'Azur et Rhône-Alpes, tout en précisant que, « si les importations et nécessités de participer au grand mouvement de décentralisation, cela ne saurait empêcher une réévaluation des budgets. Aux régions de présenter de bons projets ».

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

- (1) Augmentés d'ajoutés quelque 50 millions de francs venant d'autres ministères.
- (2) Les activités biomasse recouvrent l'utilisation, à des fins énergétiques, de déchets agricoles comme de l'ensilage de céréales.
- (3) Dont quelques reliquats du budget 1981.
- (4) Augmentés d'environ 10 millions de francs du ministère de la coopération.

EN TOUTE LOGIQUE

Les formules du trou

PROBLÈME N° 213

La formule :
 $n = 12,5 + 1n - 12,5$
2 n - 25

publiée en septembre, donne la suite des entiers consécutifs 13. Elle était due aux réflexions de Jacques Desbordes et Jean-François Tournier-Hare. Depuis, d'autres lecteurs ont produit de nouvelles formules tirant le même résultat. Sauront-ils en déduire au moins deux ?

SOLUTION DU PROBLÈME N° 212

La formule :
 $X = (2n-1) \times 10m - 1$
 $Y = 2n-1$
 $Z = 10m-1$
Ainsi, pour $n = 2$ et $m = 1$
19025 = 251 90025

PIERRE BERLOQUIN.

Objectif : tripler les crédits de recherche

A u moment même où le gouvernement s'interroge sur les orientations de sa politique énergétique, sur la diversification de ses sources d'approvisionnement et sur la mise en place éventuelle de nouvelles structures dans le domaine des énergies renouvelables, le commissariat à l'énergie solaire (COMES) se penche sur son avenir. Ses réflexions l'ont conduit à rédiger un épais dossier destiné à préciser, dans ce domaine d'activités, la loi d'orientation et de programmation de la recherche et de la technologie que le Parlement aura à discuter au printemps 1982.

Présenté en même temps qu'un état des connaissances et des applications de l'énergie solaire, ce rapport a donné aux participants du colloque national sur la recherche et les technologies solaires qui s'est tenu les 27 et 28 novembre à Lyon l'occasion de discuter des orientations de ce secteur de recherche, de ses priorités et des budgets qu'il conviendrait de lui consacrer dans les prochaines années. L'objectif n'est pas, en 1982, de tirer à 12 millions de tonnes équivalent pétrole (1) par an des énergies solaires ?

Une telle politique passe par des choix d'autant moins aisés à faire que « le débouché des énergies solaires est à concevoir en termes de rationalité économique, même si leur développement peut et doit être le fruit d'une volonté de puissance publique, intégrée à côté de critères techniques et financiers, des considérations socio-culturelles et politiques ». Cela étant, le COMES devrait développer ses activités dans les domaines de recherche et de développement de l'énergie issue de la biomasse.

Les filières solaires

De ce point de vue, il apparaît aux responsables du COMES qu'en sein des différentes filières solaires directes trois secteurs méritent une attention particulière pour les quatre années à venir : la filière basse température ; le plan photovoltaïque, dont l'objectif est de disposer d'une filière technologique complète (de la matière première au système utilisant les photovoltaïques) à concevoir en matière de recherche et de développement, pour atteindre aux objectifs fixés, dépense le chiffre d'affaires au jourd'hui réalisé par ce secteur ; le programme éolien.

Dans le domaine de la biomasse, dont la prise en compte par le COMES est relativement récente, « la part de budget qui lui est consacrée, note cet organisme, n'est pas encore, en 1981, suffisante, en regard aux objectifs de contributions de ce domaine au bilan énergétique à l'horizon 1990 ». Aussi une attention particulière doit-elle être, dit-il, portée aux trois secteurs suivants : la filière biocarburants ; la production de méthane à partir des matières végétales ou de déchets ; la biomasse éolienne à partir de laquelle seront produits de l'hydrogène ou des hydrocarbures. Et les problèmes liés à la disponibilité du bois, dont le manque « risque de limiter la contribution des énergies solaires au bilan énergétique ».

De telles orientations supposent des efforts financiers conséquents. Ils devraient se traduire, selon le COMES, par un triplement, de 1981 à 1985, de l'effort public consacré à la recherche et au développement technologique dans ces domaines. Pour mettre au point les filières d'une part, diffuser et promouvoir les produits solaires d'autre part et assurer la mission internationale d'échanges scientifiques et techniques, coopération avec les pays en voie de développement, le COMES estime que ses dotations, lors

crédits de fonctionnement devraient croître en francs constants de 199,3 millions de francs en 1981 (2) à 580 millions de francs en 1985.

Sur ce total, 170 millions de francs seraient affectés à la biomasse contre 50 millions de francs en 1981, tandis que le secteur solaire proprement dit ne ferait que doubler, passant de plus de 70 millions de francs en 1981 à 140 millions de francs en 1985. De même, dans un souci de soutenir le marché des produits solaires et d'affirmer leur présence face à la concurrence des énergies traditionnelles, le COMES réserverait 240 millions de francs aux opérations de diffusion et de promotion contre 85 millions de francs seulement cette année.

20 à 25 milliards de francs

Cette forte augmentation des moyens du COMES devra donc conduire à multiplier par trois ses moyens d'ici à 1985. Or, un tel effort n'apparaît pas nécessaire et un taux de croissance de 15 % par an, en 1985 et 1990 « paraît aujourd'hui satisfaisant ». Cela conduirait quand même, à la fin de la décennie, à un budget d'intervention de 900 à 1 000 millions de francs, dont la moitié en recherche et développement. Or, estiment les auteurs du rapport, l'effort national de recherche et de développement devrait, à cette époque, être de 2 milliards de francs ; tandis que l'ensemble des crédits énergie solaire en France représenterait 20 à 25 milliards de francs.

J. A.

LA CONQUÊTE DE L'ESPACE

De numéro spécial de la Revue du Palais de la Découverte publié à l'occasion du 50^e congrès de

l'Association Française pour l'Avancement des Sciences avec la participation de M. Curie, Président du conseil, le Directeur du CNRS, et de nombreux spécialistes des recherches spatiales.

UNE MISE AU POINT SUR L'ACTIVITÉ SPATIALE

La technologie des satellites (diffusion d'applications à la biologie spatiale — le droit de l'espace — l'espace en l'an 2000)
350 pages — Franco France : 35,50 FF — Franco Etranger : 41 FF
Palais de la Découverte, av. P.-D. Rocca, 15008 PARIS

sciences et avenir

NOUVELLE FORMULE

NUMERO DE JANVIER

LA VERITE CACHEE:

Le retraitement des déchets nucléaires n'est pas indispensable

Face à la contestation, la France a une position officielle : le retraitement des déchets nucléaires serait écologiquement la seule solution possible. Il n'y aurait pas d'autre choix. Sciences et Avenir est en mesure d'affirmer que ceci n'est pas vrai. François de Closets a enquêté sur ce qui se passe dans les différents pays nucléaires du monde. De fait, la France est pratiquement le seul pays à recourir à la solution du retraitement. En effet, il est possible, comme l'ont déjà décidé d'autres nations, de ne pas retraiter les combustibles nucléaires et de les conserver tels quels indéfiniment. Ce serait selon eux, la solution la plus sûre et la plus économique. Le retraitement est un choix et non une fatalité. L'enquête réalisée par François de Closets est le document essentiel qui manquait au dossier du retraitement.

Au sommaire du même numéro : la chirurgie au laser par Marie-Ange d'Adler. L'huile qui tue (la pneumonie atypique) par Laurent Broomhead.



EN AVANT PREMIERE DU SALON NAUTIQUE

-20%

du 15 au 31 décembre 1981 sur tous nos prix catalogue d'accueil de janvier 1981
Paris : 24, rue de la Bastille - 75004 Paris (1) 272.05.00
Boulogne s/M : 23, av. J.-B. Clément - 92100 Boulogne (1) 405.98.67
Lyon : 60, rue Valade-Roussier - 69006 Lyon (7) 82.15.49



RÉSIDENCES - CLUBS
3^e AGE
Spécialiste Côte d'Azur
Cabinet INDEXA
52, av. Jean-Médard - 06000 NICE
Tél. : (03) 90.88.31 (F.N.A.I.)

Champion du



مكتبة العلوم

SCIENCE
GIES NOUVELLES
Objectif : tripler
le crédit de recherche

L'ACTUALITÉ MÉDICALE

UN LIVRE DU PROFESSEUR JEAN BERNARD

Le sang des chefs d'État

Quatre chefs d'État ont souffert et sont morts, ces quatre dernières années, d'une maladie maligne du sang, exceptionnellement rencontrée dans les populations mondiales.

Dans le livre qu'il consacre au « Sang des hommes », le professeur Jean Bernard analyse cette coïncidence étonnante, dont nul n'aurait pu prévoir les circonstances.

Il se livre à ce propos, et sous le titre « Le Prince et la Médecine », à une étude

romanesque, certes, pour les modalités choisis, où chacun reconnaîtra les siens, mais aussi lucide, humaine et parfois sévère sur les liens ambigus, souvent désespérants, qui unissent ou opposent les chefs d'État à leurs médecins, sur le heurt de deux puissances et de deux volontés aux objectifs diamétralement opposés. Celle du médecin qui sait et ne peut rien dire, qui tente de se faire comprendre et rencontre le refus de comprendre et de ne peut le faire. Celle du prince, « dévoré par le poison

subtil et profond qu'est le pouvoir », et qui, au nom de cette divinité toute-puissante et trop souvent au risque d'abréger sa vie, rejette le repos, le traitement ou même la vérité sur son état, qui sont pourtant le lot commun des mortels. Le sang peut servir, lui aussi, de trame à l'histoire des hommes. Celle, ô combien d'actualité, que relate Jean Bernard, jette sur la psychologie du pouvoir, sur les grandeurs et les faiblesses, souvent pathétiques, de ceux qui l'exercent, un éclairage passionnant et nouveau.

Plus brutalement se sont pas toujours regrettés ou sont étudiés : le prince ne comprend pas, ou feint de ne pas comprendre.

L'actualité du chapitre consacré par le professeur Jean Bernard aux relations entre les médecins et les chefs d'État ne saurait être voilée, au profit des princes, l'histoire de tous les hommes.

Le sang est la trame choisie qui, de la leucémie à la maladie de Hodgkin, des romanciers aux Équimaux, de la religion à la culture, des Roques, aux Aïeux, des symboles primitifs à l'avant-garde de la science actuelle ou à venir, tisse leurs destinées et leurs similitudes, leurs drames et leurs espoirs, leurs errances ou leur sédentarité.

Les historiens français d'aujourd'hui ont, fort heureusement, rompu avec le réductionnisme d'antan, centré trop exclusivement sur les pensées et sur les gestes de ceux qui gouvernent les peuples.

À l'étude de ces peuples eux-mêmes, par le reflet qu'en apportent les mœurs, la culture populaire, les comportements quotidiens, le professeur Jean Bernard ajoute un éclairage nouveau par l'outil inédit et le modèle inédit de constance et de sûreté qu'est le sang.

Le titre qu'il a choisi évoque prémonitivement les cruautés, les douleurs, les tragédies et la mort qui jalonnent l'histoire, celle des humbles mortels comme celle des chefs d'État.

Mais la pari qui lui est si familier, est naturellement tenu, et l'histoire le démontre à la rigueur, la clarté lumineuse à l'interprétation de ces connaissances, la culture à la science dans son histoire à elle, celle du sang des hommes, une histoire plus passionnante, plus authentique et plus pure, dans son dépouillement, que celle des rochers et des mythes dont elle est, à vrai dire, la source et la transmutation.

(1) Et que le professeur Jean Bernard ne s'en aille pas, car les chefs d'État, sont probablement Coats, Maiz, George, Roussell, Hossai, Roussell et le shah d'Iran... (R.D.S.)

Contrôle d'aptitude et garantie médicale

Le bulletin de santé diffusé le mardi 15 décembre par l'Élysée et signé par le médecin traitant du chef de l'État, le docteur Claude Gillet, était rédigé en termes très techniques, destinés manifestement aux milieux médicaux, et n'a pas grand public.

Or les praticiens passent avec leurs cotillons un « contrat de soin », reposant essentiellement sur la confiance et régi de manière absolue par le secret professionnel.

Le médecin est seul créancier de ce silence dont la loi reconnaît depuis 1810 le caractère inviolable. Le médecin italien est responsable de la santé d'une personne — si elle est la sienne de l'État — et non du fonctionnement de cet État — auquel il n'est lié par aucun engagement.

Tout n'est pas le cas des médecins du travail, chargés par les lois de vérifier périodiquement les aptitudes à leur fonction de très nombreux citoyens, et qui ont donc, à ce titre, une responsabilité précise, qui n'est pas d'ordre thérapeutique, mais préventif, et relève d'un contrat envers la collectivité. Certes, les responsables de la vie communautaire sont « exclus » en France de cette garantie médicale.

Des travaux de la fonction publique et des collectivités locales aux grands commis de l'État, des chefs des armées aux parlementaires, des ministres aux présidents des assemblées parlementaires et au chef de l'État, tous ceux qui sont chargés de plus hautes responsabilités échappent à la « vérification périodique d'aptitude » rendue pourtant obligatoire pour tout un chacun par le code du travail.

Un groupe de réflexion animé par le docteur Assuly au sein de l'Institut de médecine du travail de l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI), qui réunit les professeurs Protais et Philibert, a proposé des modalités aptes à remédier à cette situation pour le moins paradoxale.

Selon ce projet, un collège de médecins chargés de fonctions exclusivement préventives serait désigné par le Conseil constitutionnel. Il comporterait deux spécialistes de la médecine du travail, un cardiologue, un pédiatre, un spécialiste de médecine interne, choisie — pour huit ans — parmi les professeurs de faculté.

Ce collège devrait, chaque année, transmettre un avis d'aptitude ou d'inaptitude à une fonction, sans aucune mention de motif ou de diagnostic, avis adressé à celui qui l'on peut considérer comme l'employeur. En l'occurrence, l'Assemblée nationale ou le Sénat pour les parlementaires ; le président de la République pour les militaires ; le Conseil constitutionnel pour le chef de l'État.

Le secret médical serait ainsi préservé, car les conclusions administratives de ce collège seraient, bien entendu, et comme il est de règle, non motivées.

La loi prévoit que le médecin traitant, ou le médecin de l'Assemblée nationale ou du Sénat pour les parlementaires ; le président de la République pour les militaires ; le Conseil constitutionnel pour le chef de l'État.

Le secret médical serait ainsi préservé, car les conclusions administratives de ce collège seraient, bien entendu, et comme il est de règle, non motivées. La loi prévoit que le médecin traitant, ou le médecin de l'Assemblée nationale ou du Sénat pour les parlementaires ; le président de la République pour les militaires ; le Conseil constitutionnel pour le chef de l'État.

Dr E.-L.

TALBOT


Champion du Monde des rallyes 1981. Champion de l'économie avec la Samba.*

*La Talbot Samba. La plus faible consommation moyenne d'essence : 4,6 l/100 à 90 km/h, 6,3 l/100 à 120 km/h, 5,8 l/100 en cycle urbain (Norme UTA-C), 5,6 l/100 en moyenne 556 l.

DANSE

Hommage à
DOUGLAS FAIRBANKS

si me
guette
vous ple



PIERRE RICHARD
GERARDI DE PARRIS

T.D.F. accorde une nouvelle fréquence à Radio 7

COLETTE GODARD.

ANNICK COJEAN.

Aix-en-Provence.
47, Tyburn Lane,
Centerisach, N.Y. 11730 U.S.A.
1, avenue de la Tranquillité,
Versailles.

— M. Albert Guittard,
son époux,
M. et Mme Charles Guittard,
son fils et sa belle-fille,
M. Philippe Guittard,
son fils,
Raphael Christophe et

— M. Albert Guitard,
son époux
M. et Mme Charles Guitard,
son fils et sa belle-fille,
M. Philippe Guitard,
son fils
Raphaël, Christophe et

L. De 1942 à 1964, il est chef d'œuvre.

BRIQUETS, STYLOS, MAROQUINERIE
ET LA NOUVELLE COLLECTION DE MONTRE
EN LAQUE DE CHINE.

En lui offrant un bijou pour Noël,
vous ne pouvez pas vous tromper.
Parmi tous les bijoux de la création Fred,
nous trouverons le sien.
Celui qu'elle-même aurait choisi parce qu'il
lui ressemble.
Et si vous songez à d'autres cadeaux,
sacs, bagages, pendules, boîtes à jeux,
vous les trouverez tous au "6 Royale" de Fred.
Notre catalogue peut vous être adressé sur
simple demande.

FRED

Joaillier, 6, rue Royale Paris 8^e. Tél. 260.30.65
Le Claridge, 74, Champs-Élysées. Hôtel Méridien, Paris.
21, bd de la Croisette, Cannes. Hôtel Loews, Monte-Carlo.
Hôtel Byblos, Saint-Tropez. Aéroport d'Orly. Beverly Hills, Houston.

522-27-22
ORGANISATION D'ORSKOU

— Mark Marcel Guszakow et Elyzine Guszakow, dont la dernière adresse connue était, en 1948, rue d'Acacias, Paris (17^e), ou toute personne connaissant leur adresse actuelle, sont priés de se mettre en contact avec Title Research (administration) Ltd, Africa House, Kingsway London WC2B 6AM (Angleterre), où il pourrait leur être communiqué des renseignements.

Parking pl. Hotel de Ville - 75 m.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS


**DEPARTEMENT TRANSMISSION
LA DIVISION EXPORT**

recherche

pour son équipe Politique Produits

**INGENIEUR ELECTRONICIEN/
CHEF DE PRODUIT**

Il devra participer à la définition politique produits : connaître marchés et clients, suivre la place occupée par produit sur le marché mondial, promouvoir activement les produits dont il aura la charge.

De formation supérieure en électronique il devra avoir si possible une expérience dans des équipements transmissions (transmissions classiques, linéaires ou faisceaux hertziens).

(Référence CL 1)

**INGENIEUR ELECTRONICIEN/
ETUDES DE MARCHÉ**

Il devra assister les chefs de produit en participant aux études de marché et mettre en place des méthodes de traitement de l'information au niveau offres, concurrentes et marchés : sa formation supérieure en électronique sera complétée éventuellement par des stages orientés marketing, commercial ou gestion.

(Référence CL 2)

pour son équipe Ingénierie

INGENIEUR ELECTRONICIEN

De formation supérieure électronique il aura une expérience de plusieurs années d'études ou de projets en transmission numérique ; il sera chargé d'élaborer des projets dans les domaines cités et de participer aux négociations avec les clients étrangers.

(Référence CW 1)

INGENIEUR SYSTEME

Il sera chargé d'élaborer des projets systèmes télécommunications pour grands réseaux à l'étranger.

Il devra avoir une expérience de plusieurs années en transmission sur réseaux par câbles ou faisceaux hertziens et si possible des connaissances en équipements commutation, télécontrôle, etc.

(Référence CW 2)

Ces postes nécessitent disponibilité (déplacements courts durée à l'étranger) et connaissance de la langue anglaise.

Lieu de travail : PARIS.

Ecrire avec C.V. et prétentions (en précisant la référence du poste choisi) à CIT ALCATEL, Service Recrutement, à l'attention de Mlle ROC, 10 bis, rue Louis Lormand - B.P. 22 - 78320 LE MESNIL SAINT-DENIS.

**ENTREPRISE DE DISTRIBUTION
78 COGNÈRES**

recherche

**RESPONSABLE
COMPTABLE
ADMINISTRATIF
ET FINANCIER**

expérience exigée

Envoyer C.V. manuscrit et prétentions à :
A.C.G. 18, rue Colet-de-Meusey,
75009 PARIS, pour sélection.

**BARQUE ayant son siège à Paris
désire recruter un**
INFORMATICIEN

ayant une large expérience de l'informatique bancaire (analyse, développement et maintenance), pour devenir **ADJOINT DU RESPONSABLE INFORMATIQUE**.

Une expérience d'au moins 5 années et une connaissance du langage COBOL sont indispensables.

Adresser lettre manuscrite, photo et prétentions à N. 1688 - PUBLICITES REUNIES
112, Bd Voltaire - 75011 Paris

**informatique
et télécommunications**

Département du Groupe THOMSON intervenant dans un secteur de pointe, nous concevons et mettons en œuvre en France et à l'étranger des systèmes et réseaux de communications. Nous recherchons un

ingénieur ou universitaire

pour réalisation de logiciels d'aide à la conception de

réseaux de télécommunications

connaissances souhaitées :

- réalisation de logiciels en FORTRAN ;
- système GECOS CI-HB (MULTICS apprécié) ;
- recherche opérationnelle dont théorie des graphes.

Possibilité de formation complémentaire.

Adresser votre candidature (CV photo, lettre manuscrite) à CHRISTIAN ROUX, THOMSON CSF, D.A.R.C., 23, rue de Courcelles - 75008 PARIS (réponse et discrétion assurées).


**GRANDE BANQUE
installée à Paris**

recherche

**UN RESPONSABLE
en charge des
relations avec les
investisseurs
institutionnels**

LE POSTE REQUIERT :

- une formation de base de niveau universitaire ou enseignement supérieur (sciences économiques, HEC, sciences politiques) ;
- un réel dynamisme et une aisance dans les contacts de haut niveau.

Les candidats doivent disposer d'une large culture générale et financière ; une expérience professionnelle d'au moins 5 années souhaitable.

De fréquents déplacements en province et à l'étranger sont indispensables ainsi qu'une pratique des langues étrangères.

Adresser lettre manuscrite, photo et prétentions à N. 1682 - PUBLICITES REUNIES
112, Bd Voltaire - 75011 Paris

**UNE IMPORTANTE SOCIETE DE BIENS
D'EQUIPEMENTS INDUSTRIELS - PARIS,
recherche**
**Ingénieur commercial exportation
confirmé**

pour l'animation d'une petite équipe chargée de la vente et de la négociation d'offres à l'exportation. Une expérience de commercialisation de biens d'équipement et la maîtrise de la langue anglaise sont nécessaires.

référence EM 279 AM

**Ingénieur commercial exportation
débutant**

Après formation interne, il se verra confier la responsabilité d'affaires à l'exportation. Langue d'appoint obligatoire.

référence FN 280 AM

Ingénieur de réalisation débutant

Après formation interne, il se verra chargé de coordonner les services du contrôle de gestion, de la trésorerie, assure les relations bancaires, participe à l'amélioration des procédures.

référence GO 281 AM

Pour tous ces postes, une formation technique de niveau ingénieur (AM, INSA, école de chimie...) est absolument indispensable.

Ecrire en précisant la référence.

4, rue Massenet 75016 Paris



Un fabricant d'équipements de loisir réputés (300 personnes, 220 MF de CA, dont 50 % à l'exportation) lié à un groupe industriel de premier plan cherche pour Paris

**un responsable comptable
et financier 160 000 F +/- an**

Avec une dizaine de collaborateurs, il prend en charge la comptabilité générale et analytique (encore embryonnaire), établit bilans et CE mensuels, développe le contrôle de gestion, gère la trésorerie, assure les relations bancaires, participe à l'amélioration des procédures.

Ce poste convient à un Sup' de Co + DECS par exemple, ayant six à sept ans minimum d'expérience comptabilité-gestion dans une entreprise industrielle, habituée à travailler avec l'informatique.

Notre consultant, Mme MC. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 4090 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE 75008 PARIS
LYON - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

Grey France

CONSEILS EN PUBLICITÉ

**RECHERCHE
UN CHEF DE PUBLICITE**

Ayant acquis une expérience d'un ou deux ans en agence ou chez l'annonceur sur un budget INFORMATIQUE.

Professionnel et responsable, il, ou elle, parle couramment l'anglais.

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER POUR RENDRE-VOUS
A CATHERINE BAUMGARTNER, 22, RUE LUDOVIC, 75016, PARIS. 578-51-10.

L'OISEAU RARE

Agence de Publicité de tout premier rang français, spécialisée dans la communication et les petites annonces classées, recherche Jeune Homme ou Jeune Femme, doué(e) d'un sens commercial aigüé, sensible aux problèmes de recrutement et de sélection en entreprise, ayant le goût de la composition et de la conception d'un message publicitaire, sachant écrire, écouter, comprendre, proposer et convaincre, pour développer, avec toute notre équipe nos différents services en qualité et en quantité !

Si vous vous reconnaissez dans cette description, vous êtes notre oiseau rare et nous sommes impatients de recevoir votre curriculum vitae.

Ecrire à : Lévi-Tournay Publipress - Service P.A.
81, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02
Discrétion assurée.


SCAC
SOCIÉTÉ COMMISSIONNAIRE DE
TRANSPORTS INTERNATIONAUX
recherche

**Collaboratrice
assistante de service
juridique et contrôle
de gestion**

- Anglais courant,
- Licence en droit,
- Bonnes connaissances de gestion,
- Connaissance souhaitée de microinformatique,
- Age 25 ans minimum.

Ce poste requiert, outre les acquis théoriques indispensables, un esprit pratique et concret.

Prévoir adresser C.V. photo et prétentions à
Mme R. ESCARY - Service du Personnel
SCAC FULTRANS - Rue du Bassin n°1
92230 - GENÈVEVILLIERS

GRANDE BANQUE - Siège Parisien

RECHERCHE

**UN ANIMATEUR
POUR SON ÉQUIPE
DE FORMATION EN
RELATIONS HUMAINES**

MINIMUM :

- 3 années d'expérience d'animation en entreprise. Solides bases en psychologie des relations et du management (si possible en Analyse Transactionnelle).

DEPLACEMENTS PROVINCE

Ecrire avec CV, photo, prétentions à n° 6000
TELEX P.A. 34, Bd Hausmann 75009 Paris
qui transmettra.

Société de transformation de l'acier, située dans l'Est de la France et spécialisée dans le laminage et la frappe à froid

désire engager

un CHEF DU SERVICE ENTRETIEN

Il aura pour mission la prévention, les contrôles, la gestion des pièces, l'exploitation de certains services de distribution (air comprimé, distribution électrique, ...) ainsi que le bilan énergétique de la Société.

Le candidat sera âgé de 30 ans environ et de formation ingénieur (DUT, DEUG, ...).

**un JEUNE INGÉNIEUR attaché au
Département Production**

Adjoint au Chef du Service Méthodes, il devra suivre les activités « pièces nouvelles ».

Le candidat sera âgé de 25 ans au moins, issu d'une grande école d'ingénieurs et intéressé aux problèmes de la métallurgie à froid.

Les qualités de dynamisme et de réactivité seront déterminantes pour l'attribution de ce poste.

Si une de ces offres vous intéresse, envoyez votre candidature accompagnée d'un curriculum vitae détaillé et de vos prétentions au n° 114.092 M, REGIE-PRESSE, 33 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

AVIS

Pour ceux dont le temps est trop précieux pour être gaspillé à remplir toujours les mêmes papiers, Avis a créé un service spécial: la carte Avis Express. Cette carte contient toutes les informations qui vous concernent. Ainsi quand vous venez louer une voiture, vous n'avez qu'à nous donner votre carte. Nous la passons

dans l'ordinateur et en quelques secondes tout est arrangé.

Montez dans votre voiture Avis. Evidemment la voiture aura été contrôlée avant, elle sera propre à l'extérieur comme à l'intérieur et aura rarement plus d'un an, car c'est ce que vous attendez d'une voiture Avis.



**Je n'ai pas de temps
à perdre en formalités.
N'avez-vous pas
une solution plus rapide?**



LOCATION DE VOITURES
LOCATION DE CAMIONS



AGRICULTURE

Création critique à nouveau des dirigeants de la F.N.A.

Les relations entre le...
et les chefs d'entreprise

VIOLANCE ET DANGER



مركز العمل

AGRICULTURE

Mme Cresson critique à nouveau sévèrement les dirigeants de la F.N.S.E.A.

Mme Edith Cresson a condamné le lundi 21 décembre à Paris « les pratiques » commises le vendredi 18 décembre lors de la réunion qu'elle a faite à Fontenay. Le ministre de l'Agriculture va continuer son tour de France pour expliquer la politique agricole du gouvernement. L'annonce elle-même dans les principales villes du pays afin d'y recueillir les réactions de type « tables rondes » où se retrouvent professionnels et journalistes locaux.

Le ministre a encore dit que les manifestations paysannes qui ont lieu depuis quelques semaines « n'ont pas de sens ». Elles ne sont pas des revendications, mais des actes de désobéissance. Mme Cresson a indiqué que les comptes rendus de ces réunions avec les représentants régionaux de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles étaient rapportés dans la presse du syndicat de façon « mensongère et entremêlée avec des faits maladroits », avec le « désir de nuire ».

De nouvelles manifestations paysannes ont eu lieu le lundi 21 décembre, pour protester contre les conclusions de la récente conférence nationale agricole. Ce sont les plus sévères des responsables de fédérations départementales des syndicats d'exploitants agricoles (F.D.S.E.A.) et du Centre national des jeunes agriculteurs (C.N.J.A.) qui appellent à un renouveau des manifestations.

Au Mans (Sarthe), environ trois mille manifestants se sont rassemblés à 14 heures (Gare), ils étaient 1 000 à 1 500 et des heures ont eu lieu avec les forces de l'ordre : à Blois (Loiret), 2 000 agriculteurs ont tenté de pénétrer dans la cour de la sous-préfecture. Ils ont été empêchés par des forces de l'ordre qui ont lancé de nombreuses grenades lacrymogènes en direction des manifestants. Ceux-ci ont d'autre part bloqué une voie ferrée, retardant de quelques heures le « Cresson » dans son parcours entre Clermont-Ferrand et Nancy.

Enfin, à Albi, M. Charles Pierrat, député (M.D.), a été retenu le lundi 21 décembre par la foule durant deux heures, dans le domaine d'Albi, par une cinquantaine d'agriculteurs. La police n'est pas intervenue.

CORRESPONDANCE

Les relations entre le pouvoir et les chefs d'entreprise

Les relations entre le pouvoir et le patronat sont difficiles. Cependant, l'histoire semble crier le pas à la concertation. Nous publions ci-dessous deux lettres qui illustrent aussi bien les espoirs que les préoccupations des chefs d'entreprise.

CONVAINCRE ET RAASSURER

M. Patrick Paillet écrit : Patron moi-même, je méconnais de l'histoire de nombreux patrons. Certains ont de la monnaie, les autres en ont à courir après. Je voudrais donc vous adresser quelques mots de réconfort et de réassurance.

On voit, tout d'abord, que le pouvoir est également en jeu. Les uns ne sont pas des usurpateurs. Ils ont été portés à la tête d'un parti national et libre. Dans une démocratie c'est la majorité qui gouverne.

J'ai eu connaissance d'une réunion de P.M.E. - P.M.I. tenue dans la région parisienne où des chefs d'entreprise ont été invités. Ils ont été très nombreux et ont été très émus. Ils ont été très émus et ont été très émus. Ils ont été très émus et ont été très émus.

Il est vrai que des difficultés se posent aux patrons et aux dirigeants des P.M.E. Je pense, qu'il n'est pas de leur rôle de se plaindre. Ils ont le devoir de se battre pour leur entreprise. Ils ont le devoir de se battre pour leur entreprise.

Face à cette crise, le gouvernement, pour sa part, joue son rôle en assurant la reprise de la reprise de la reprise. Nous, chefs d'entreprise, avons le devoir de nous battre pour notre entreprise. Nous avons le devoir de nous battre pour notre entreprise.

Il faut maintenant faire le plein de confiance. C'est la confiance qui est le moteur de la confiance. C'est la confiance qui est le moteur de la confiance.

Il faut maintenant faire le plein de confiance. C'est la confiance qui est le moteur de la confiance. C'est la confiance qui est le moteur de la confiance.

DES QUESTIONS

De son côté, M. P. Courbey, président de l'Union patronale de Gard, nous écrit : Croyant au dialogue, nous prenons le changement politique du 10 mai comme un fait objectif et nous préférons la discussion à l'affrontement. Nous avons effectivement pu de bons pour les entreprises, qu'il s'agit de mettre en œuvre.

Nous pensons que la lutte contre le chômage est une priorité et, dans cette perspective, il nous paraît essentiel de maintenir la confiance. Celle-ci est le moteur de la confiance. Celle-ci est le moteur de la confiance.

Par contre, nous entendons que la signature de contrats de solidarité constitue un acte d'insécurité avec l'ennemi ne créant pas un bon climat.

Les convergences, si il y en avait, devraient nous avoir, en effet, demandé au premier ministre, lors de son voyage en Argentine (le 10 décembre 1981) d'établir l'avenir avec les entreprises, de manière à ce que soient prises les conditions d'une reprise des investissements privés. Il n'y a pas de réponse. Il a fait

EN DORDOGNE

Des non grévistes interviennent pour obtenir la réouverture de leur usine

De notre correspondant

Périgueux. — Dans le nord de la fabrique de chaussures « Marbot-Bata » de Neuville-sur-Fa, la plus importante entreprise de Dordogne avec ses mille trois cents cinquante employés, une nouvelle donnée est apparue.

En effet, les non-grévistes se sont organisés. En fin de semaine dernière, ils ont tenté d'obtenir la réouverture de l'usine. Ils ont tenté d'obtenir la réouverture de l'usine. Ils ont tenté d'obtenir la réouverture de l'usine.

Les non-grévistes déclarent reconnaître le droit de grève tout en souhaitant la réouverture de l'usine. Ce droit est, depuis le lock-out décidé il y a trois semaines par la direction, en vigueur. Les non-grévistes déclarent reconnaître le droit de grève tout en souhaitant la réouverture de l'usine.

De cette fronde d'occupation, la direction a fait un mauvais usage. Elle a fait un mauvais usage. Elle a fait un mauvais usage.

FAITS ET CHIFFRES

Alfaires

- Les négociations sur l'accord de paix... (Texte continué)

Finances

- Le produit intérieur brut (P.I.B.)... (Texte continué)

ITALIE

- Le produit intérieur brut (P.I.B.)... (Texte continué)

Le rythme de hausse des prix italiens est en légère décelération, mais reste soutenu.

Le rythme de hausse des prix italiens est en légère décelération, mais reste soutenu.

PROLONGÉES JUSQU'AU 15 FÉVRIER 1982

Les négociations sur la durée du travail n'ont abouti qu'à une vingtaine d'accords

M. Mauroy devait dresser, ce mardi 22 décembre, avec l'ensemble des partenaires sociaux, le bilan des négociations sur la durée du travail engagées depuis septembre. Cette rencontre devait, selon le calendrier prévu, clore les discussions entre le patronat et les syndicats.

Mais devant la faiblesse des résultats obtenus, le C.N.P.F. et les syndicats signataires (C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et C.G.C.) de l'accord national du 17 juillet sur la semaine de trente-neuf heures et la cinquante-septième de congés payés, ont décidé, lundi, de poursuivre les discussions et de faire de nouveau le point le 15 février 1982 (nos dernières éditions datées 22 décembre). La C.G.T., qui n'a pas participé à la réunion du 17 juillet, continuera de participer aux négociations par branches.

Une vingtaine d'accords ont été jusqu'à présent conclus dans le secteur privé, alors que dans le secteur public, les négociations n'ont abouti qu'à une vingtaine d'accords.

Une vingtaine d'accords ont été jusqu'à présent conclus dans le secteur privé, alors que dans le secteur public, les négociations n'ont abouti qu'à une vingtaine d'accords.

Une vingtaine d'accords ont été jusqu'à présent conclus dans le secteur privé, alors que dans le secteur public, les négociations n'ont abouti qu'à une vingtaine d'accords.

COURS D'ANGLAIS TRIMESTRIELS

3 heures/sem. 23:17h/18h 30 ou 18h 30/20h
4 heures/sem. 23:14h/16h ou 16h/20h
1j: lundi 15h/18h ou samedi 9h 30/12h 30

Inscrivez-vous dès aujourd'hui 325.41.37

ILC-International Language Centre - 20, passage Dauphine - 75006 Paris

MAJALISSE

- Le Benque Bump... (Texte continué)

A LOUER TRÈS BEL IMMEUBLE ÉTAT NEUF

1.200 m² PARKING AV. HOCHÉ POUR AMBASSADE OU ADMINISTRATION



ités.
apide?

622 DKW

VOIR AU BUREAU
READY MADE
622 DKW

4^e SALON INTERNATIONAL DE LA MACHINE TEXTILE DE CORÉE
Centre des Expositions d'ARNOU... (Texte continué)

PROGRÈS DU CHÔMAGE EN SUISSE

- Le chômage a augmenté de 0,3 % de la fin octobre à la fin novembre.

PROGRÈS DU CHÔMAGE EN SUISSE

- Le chômage a augmenté de 0,3 % de la fin octobre à la fin novembre.

PROGRÈS DU CHÔMAGE EN SUISSE

- Le chômage a augmenté de 0,3 % de la fin octobre à la fin novembre.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMING-US

